ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

Les candidats de la Ligue Communiste
Révolutionnaire

1ère circonscription : Georges MALET, ouvrier SNCF
Suppléant : Isidore Garcia, ouvrier SNIAS
2ème circonscription : José CHIDLOVSKY, employé des PTT
Suppléant : Christian SALAÜN, éducateur
4ème circonscription : Marie Laure Dumas, enseignante
Suppléante : Catherine VICTOR, enseignante.

POUR LE SOCIALISME LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

L'appréhension des fins de mois difficiles
L'angoisse du licenciement, de l'accident du travail, de la maladie.
La hantise des poursuites en justice, de l'expulsion.
Le cauchemard du chômage, de la recherche épuisante d'un emploi introuvable.

Les femmes, opprimées, confinées aux travaux ménagers; «interdites» d'emploi, de salaire, d'indépendance; considérées le plus souvent comme de simples objets sexuels; méprisées, avilies, agressées...
Les jeunes, étouffés entre l'école, l'usine et l'armée; écœurés par cette société sans fraternité, sans idéal; condamnés à la rivalité, à la course au fric ou à la marginalité; désespérés...
Les immigrés, surexploités, réprimés, expulsés, déportés; rejetés...
Les soldats, déracinés, encasernés, embrigadés; baillonés...
Les malades, les vieux, isolés et oubliés...

Toute une population laborieuse condamnée à la soumission, sans pouvoir et sans droit sur la production, ses conditions de travail et son cadre de vie.

CETTE GRANDE MISERE, C'EST CE QUE LA DROITE APPELLE «LE BON CHOIX» !

«Votez pour moi» disent-ils ces Baudis, Cavaillé, Ozete et autre Turcat, glissant habilement sur les 2000 suppressions d'emploi à la SNIA, les 970 à l'APC, les 800 à la SNCF, les 287 à la CTT... Malgré leurs beaux discours, ils ne parviennent pas à nous faire oublier qu'en Haute-Garonne un salarié sur deux gagne moins de 2000 francs et qu'il y a 30 000 chômeurs recencés dont la moitié sont des femmes !

IL FAUT LES CHASSER !

Au premier comme au second tour vous ne donnerez pas une voix aux candidats de la bourgeoisie !

Mais vous ne cautionnerez pas pour autant la politique d'un Mitterand qui se dit prêt à «gérer la crise» et explique que les travailleurs devront consentir à de nouveaux sacrifices. Pas plus que vous ne cautionnerez celle de Marchais qui, s'il dénonce vigoureusement toute «austérité de gauche» et promet -ce qui est une bonne chose- le SMIC à 2400 francs, ne s'engage pas à appliquer l'échelle mobile des salaires et des retraites pour garantir nos salaires contre l'inflation. Sans doute PC et PS promettent-ils de diminuer progressivement le chômage. Mais ils refusent de s'engager à réduire la semaine de travail à 35 heures, dans diminution de salaire ! Pourtant, les 35 heures, ce serait de nouveaux emplois pour tous ceux et toutes celles qui en cherchent et un peu de temps pour vivre, pour tous.

«IL FAUT QUE ÇA CHANGE»... OUI. ENCORE FAUT-IL S'EN DONNER LES MOYENS

PC et PS s'accusent mutuellement de vouloir collaborer avec la droite. Mais le PS offre 30 sièges de députés aux notables radicaux de gauche, champions de la «liberté d'entreprendre» -qui n'est que la «liberté d'exploiter». Et le PC se désiste sans condition au 1er tour pour des gaullistes, dits «de progrès», ceux-là mêmes qui, pendant 20 ans, n'ont cessé de porter des coups aux travailleurs... Mais le PC refuse de s'engager au désistement réciproque avec le PS au second tour, ce qui est la meilleure façon d'assurer la victoire des partis bourgeois.
PC et PS ne cessent de se quereller, mais ils sont d'accord pour garder Giscard en lui laissant l'essentiel des pouvoirs que lui confère la Constitution de 58 née du coup d'Etat gaulliste.
PC et PS s'empaillent à qui mieux mieux sur les nationalisations mais, qu'il s'agisse de la version du PS ou de celle du PC, 85% de la production échappera au secteur public : c'est-à-dire que l'économie restera une économie régie par la loi du profit avec, à la clé, le gaspillage et la crise.
PC et PS sont pourtant d'accord sur un point : ils ne proposent pas le socialisme !

ALORS LE 12 MARS VOUS VOTEREZ POUR QUE ÇA CHANGE VRAIMENT, VOUS VOTEREZ CONTRE LA DIVISION, VOUS VOTEREZ POUR L'UNITE OUVRIERE !

Aujourd'hui, les travailleuses et les travailleurs n'ont aucun droit de décision à l'usine et dans la cité; ils sont les «exclus» de la vie sociale et politique.

Comment la vie peut-elle changer pour les femmes si n'est pas garantie l'égalité effective avec les hommes en matière de salaires, d'emploi, de formation; si ne sont pas créés des équipements sociaux nombreux et de qualité; si l'avortement n'est pas libre et gratuit; si le droit à disposer librement de leur corps n'est pas reconnu ?

Comment la vie peut-elle changer pour les soldats si le service militaire n'est pas réduit à 6 mois; si les transports ne sont pas gratuits; s'ils n'ont pas de droits démocratiques, en particulier le droit d'organisation syndicale ?

Comment la vie peut-elle changer pour les travailleuses et les travailleurs s'ils n'ont pas un droit de véto sur les licenciements, les cadences, l'hygiène, la sécurité et s'ils n'ont pas un droit de contrôle sur la pollution, l'urbanisme et la santé ?

Comment la vie peut-elle changer pour les jeunes si la formation n'est pas gratuite et unique jusqu'à 18 ans pour toutes et pour tous; si leur indépendance matérielle n'est pas assurée et si leurs droits à des activités sociales et culturelles autonomes n'est pas reconnu ?

Comment la vie peut-elle changer pour les minorités nationales (corse, bretonne, occitane, alsacienne, basque...) si elles n'ont pas le droit effectif de vivre et travailler au pays, d'élire leurs représentants et parler leur langue ?

Comment la vie peut-elle changer pour les travailleurs immigrés s'ils n'ont pas les mêmes droits sociaux et politiques, sans restriction que les travailleurs français ?

Quel changement pour les populations des TOM-DOM si leur droit à l'auto-détermination n'est pas reconnu ?

Quel changement si est conservée la force de frappe contre laquelle a lutté pendant 20 ans le mouvement ouvrier et que dénoncent toujours la CFDT et la CGT.

Quel changement si le PC et le PS poursuivent le programme électro-nucléaire qui menace la santé des travailleurs et des populations ?

Nous au contraire nous disons : pour sortir de la crise, pour sortir du capitalisme, il faut l'unité des travailleurs. Il faut s'appuyer sur les mobilisations, sur les capacités d'initiative et de contrôle des travailleurs. Il faut la nationalisation (sans indemnité pour les riches) de tous les secteurs clés de l'économie. Il faut planifier la production selon les besoins des travailleurs. Il faut marcher résolument vers l'autogestion socialiste. Le PC et le PS doivent s'engager à former ensemble un gouvernement qui aille dans cette voie, rompant avec Giscard, satisfaisant nos revendications s'appuyant sur la mobilisation de tous les travailleurs.

Parce que vous voulez dire
- **oui au SMIC à 2400 f et à l'échelle mobile des salaires**
- **oui à un emploi pour toutes et pour tous**
- **oui à la semaine de 35 heures**
- **non à toute austérité**

Parce que vous voulez dire au PC et au PS
- **assez de division !**
- **pas question de collaborer avec Giscard et les partis bourgeois quels qu'ils soient !**
- **réservons nos coups à la droite !**
- **oui à l'unité ouvrière !**

AU 1er TOUR

VOUS VOTEREZ POUR LES SOLUTIONS OUVRIERES A LA CRISE, POUR LE CONTRÔLE OUVRIER, POUR L'AUTOGESTION SOCIALISTE !

VOUS VOTEREZ POUR LES CANDIDATS DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE.
VOUS VOTEREZ POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

AU 2ème TOUR

Vous voterez pour barrer la route à la droite, pour le candidat ouvrier le mieux placé.



LE SOLDAT CANDIDAT INTERDIT A TOULOUSE

La section toulousaine de la Ligue Communiste Révolutionnaire, a déposé, contre le député sortant Baudis, **la candidature d'un soldat,**Didier JEAN.

Comme dans une quinzaine d'autres cas en France, Didier Jean a été déclaré inéligible par le Tribunal Administratif parce qu'il était soldat. Sa candidature a été rejeté par le préfet de la Haute-Garonne alors qu'à Clermont-Ferrand **la candidature d'un autre soldat a été acceptée.**

Comme l'ont fait la plupart des organisations ouvrières et démocratiques, ainsi que de nombreuses personnalités, nous protestons contre cette nouvelle atteinte grave vis a vis des libertés politique et de la liberté d'expression des soldats.

José CHIDLOVSKY, employé des PTT, ex-suppléant de Didier JEAN se présente donc à sa place avec Christian SALAÜN comme suppléant.

Mais nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que Didier JEAN et tous les autres candidats soldats puissent prendre la parole durant cette campagne.